



Conseil économique et social

Provisoire

12 février 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

Segment de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 16^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 3 juillet 2012 à 15 heures

Président : M. De Alba (Vice-Président)..... (Mexique)

Sommaire

Débat général (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

12-40436X (F)



Merçi de recycler 



La séance est ouverte à 12 h 10.

Débat général (suite)

1. **M. Acharya** (Observateur pour le Népal), parlant au nom du Groupe des pays les moins avancés, déclare que les éléments les plus vulnérables et les plus faibles de la communauté internationale, les pays les moins avancés, continuent de se heurter à d'énormes problèmes économiques, humains et sociaux du fait de leurs difficultés structurelles et de leurs vulnérabilités uniques. La plupart d'entre eux ne pourront atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015 car ils ont été particulièrement touchés par la persistance de la crise économique mondiale.

2. Leur capacité de production limitée a nui à la diversification de leurs économies et la compétitivité internationale a encore aggravé leurs difficultés et restreint les possibilités d'emploi pour leur population. Il est essentiel qu'ils renforcent leurs capacités dans l'agriculture, le secteur manufacturier et les services pour pouvoir maintenir une croissance équitable et inclusive, éliminer la pauvreté, créer des emplois productifs et des possibilités de travail décent et consolider leur résistance, notamment face à l'impact disproportionné du changement climatique. Pour pouvoir faire tout cela en dépit de la crise économique et financière actuelle, il leur faut réduire leurs déficits d'infrastructure et gagner accès à des sources d'énergie abordables, renouvelables et fiables et aux technologies correspondantes, afin de pouvoir combler le fossé numérique. La priorité absolue doit être donnée à l'agriculture et au développement rural, qui sont l'épine dorsale de l'économie et la principale source d'emploi, mais il faut aussi accorder plus d'attention à la valorisation des ressources humaines par le biais d'une éducation de base de qualité et d'une formation professionnelle et technique.

3. En tant que sources d'emploi stratégiquement importantes, les petites et moyennes entreprises doivent recevoir un solide appui pour améliorer les chaînes de valeur nationales, régionales et internationales et compenser ainsi la taille limitée des marchés des pays les moins avancés. Il ne faut pas perdre de vue que comme ces pays ont les plus faibles niveaux de productivité, même lorsque certains éléments de leur population peuvent trouver un emploi, ils ont peu de chances de s'élever au-dessus du niveau de travailleurs pauvres. Il importe de concevoir des

politiques et des mécanismes internationaux d'un genre nouveau pour stimuler l'économie réelle et créer des emplois, notamment dans les pays vulnérables, et de sceller un pacte mondial de l'emploi qui tienne compte du chômage et de l'emploi déguisé, en particulier parmi les jeunes et les femmes à travers le monde. Une meilleure coordination des emplois, de la capacité de production et des politiques macroéconomiques est essentielle à une sortie durable de la crise. Les pays les moins avancés sont victimes d'un cycle récurrent de faible rémunération, de faible productivité, de compression de la demande et de croissance du chômage. Une meilleure compréhension de ces problèmes, combinée à des politiques cohérentes appuyées par une forte solidarité et un puissant appui de la communauté internationale favoriserait une croissance soutenue génératrice d'emplois et atténuerait la pauvreté.

4. Bien qu'il incombe au premier chef aux pays les moins avancés d'appliquer leurs propres politiques de développement, leurs partenaires ont l'obligation politique et morale de leur apporter un appui financier et technique renforcé et durable. Si ces pays sont sensibles au soutien et à la coopération dont ils bénéficient, ils exhortent leurs partenaires à leur dispenser un appui spécifique et mieux ciblé à l'avenir. Le rôle complémentaire croissant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire doit aussi appuyer leurs efforts, notamment dans les domaines de l'infrastructure, des transferts de technologie et du renforcement des capacités, conformément au Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul).

5. Les chiffres indiqués dans un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui font état d'une baisse de 8,9 % des flux réels d'aide publique au développement (APD) vers les pays les moins avancés, suscitent une vive préoccupation. L'aide fournie à ces pays reste encore en-deçà de l'objectif de 0,15 à 0,20 % du produit intérieur brut (PIB); il exhorte les pays développés à tenir leurs engagements à cet égard. L'APD doit être allouée de façon équilibrée entre les secteurs productifs et sociaux, et la cohérence et la coordination des politiques ont besoin d'être améliorées. La viabilité de la dette est indispensable pour accroître la capacité de production des pays les moins avancés, et l'investissement étranger direct reste

une importante source d'appui aux efforts de développement de ces pays, qui ont besoin d'être encouragés à l'aide de programmes d'incitations ciblés sur les petites et les moyennes entreprises.

6. Le commerce étant un moteur essentiel de la croissance pour les pays en développement, il est troublant de voir que la part des pays les moins avancés n'est que de 1 % du commerce mondial. Il préconise un accès aux marchés totalement en franchise et exempt de quotas pour ces pays; et des règles d'origine simplifiées et la suppression des barrières non tarifaires pour leurs exportations. À cet égard, face à la lenteur des progrès observés sur le Programme de Doha pour le développement, les pays les moins avancés ont besoin d'une première série de mesures. Il préconise également un système universel d'échanges commerciaux multilatéraux fondé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable. Les partenaires de développement doivent dispenser une solide assistance technique liée au commerce et favoriser un renforcement des capacités à travers des initiatives d'aide pour le commerce et un Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, afin de supprimer l'infrastructure commerciale privilégiant l'offre et les obstacles à la capacité de production.

7. **M. Errázuriz** (Chili), parlant au nom de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), déclare que l'instabilité du système financier mondial, observée pour la première fois durant l'été 2007, s'est poursuivie depuis lors, et que l'impact de la crise sur l'économie réelle se fait encore sentir. Le Conseil pourrait jouer un rôle important pour mettre fin à la crise actuelle et empêcher de nouvelles crises à l'avenir et, pour ce faire, il devrait être renforcé.

8. La capacité de production est le contraire de la capacité de spéculation. Depuis trop longtemps, les secteurs financiers de certains pays développés monopolisent sans ménagement le système économique et financier international. Ils ont succombé à l'attrait de rendements élevés à court terme, notamment au moyen d'instruments financiers structurés, selon un modèle de profit fondé sur la spéculation. L'Organisation des Nations Unies se doit de lancer un appel pour que la « capacité de production » reprenne son sens – la capacité réelle – et pour qu'un mur de protection soit érigé entre la spéculation et la production de biens et de services réels.

9. À cette fin, la CEPALC recommande la création d'un mécanisme international de coordination financière qui tienne compte de la nature des besoins des pays en développement et, en particulier, des pays les moins avancés. Non seulement la crise économique et financière est la cause première de l'actuelle crise de l'emploi, mais les solutions qui lui ont été appliquées n'ont fait qu'aggraver le problème. Les statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT) montrent que plus de 200 millions de personnes sont actuellement au chômage et prédisent que ce nombre montera à plus de 206 millions d'ici à 2016. Comme le montre le rapport du Secrétaire général sur la promotion de la capacité de production, de l'emploi et d'un travail décent, pour éliminer la pauvreté dans le contexte d'une croissance économique inclusive, durable et équitable à tous les niveaux, pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (E/2012/63), il faudrait créer 80 millions d'emplois supplémentaires pour atteindre simplement les niveaux d'emploi d'avant la crise, alors que dans les conditions actuelles, on ne peut compter que sur la création de 40 millions de nouveaux emplois

10. Au lieu d'un travail décent, le sous-emploi, l'emploi non structuré et l'emploi occasionnel deviennent de plus en plus fréquents. Ces formes d'emploi précaires sont la négation des principes des Nations Unies concernant le travail, car ils se caractérisent par une faible rémunération, de lourdes charges de travail, une protection sociale minime, voire inexistante et la violation et le mépris des normes internationales de travail énoncées dans des accords internationaux. Il convient de promouvoir l'investissement dans la valorisation des ressources humaines, essentielle à la création d'emplois et à l'inclusion sociale, qui contribuent elles-mêmes à la croissance économique et au développement social.

11. En 1995, au Sommet mondial pour le développement social, les participants avaient entrepris d'œuvrer pour la réalisation de l'objectif du plein emploi et de la création d'emplois productifs. Les mesures d'austérité et de consolidation fiscale qui ont été appliqués sur de longues périodes au cours de la crise actuelle n'ont pas réussi à faire progresser la productivité, l'emploi et la croissance économique. Si la CEPALC a encouragé la planification d'État et la stabilité macroéconomique, mais il importe que les mesures économiques soient non dogmatiques, fondées sur la réalité et axées sur les besoins de la majorité, y

compris des éléments les plus vulnérables. L'une des grandes priorités de la situation économique actuelle devrait être d'accroître la capacité de production et d'améliorer les indicateurs d'emplois décents tout en maintenant le progrès social accompli jusqu'ici. Les filets de protection sociale sont un moyen efficace et socialement équitable de lutter contre la crise; ils protègent les travailleurs, tout en stimulant la demande intérieure et en accélérant ainsi une reprise économique inclusive. C'est pourquoi la CEPALC a fait sienne la recommandation n° 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale adoptée en juin 2012.

12. Il importe que le Conseil tienne compte de la position commune des pays membres de la CEPALC sur un certain nombre de questions critiques. Premièrement, la crise continue d'avoir un effet négatif sur le développement économique et social, comme l'indique le rapport du Secrétaire général intitulé « Situation sociale dans le monde 2011 : la crise sociale mondiale » (A/66/226). Son impact se manifeste par la hausse du chômage et des taux de pauvreté, le ralentissement de la croissance économique, un fléchissement du commerce international et la volatilité excessive des prix des produits alimentaires et des matières premières, la baisse des revenus et la réduction des dépenses sociales. Cette période a été également marquée par les effets négatifs du changement climatique, les prix élevés de l'énergie et des inégalités croissantes. Le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé un milliard d'êtres en 2009, principalement en raison de la hausse du chômage, dont la plupart des victimes vivent dans des pays à revenu intermédiaire. Les inégalités structurelles se sont creusées, et l'investissement dans l'éducation revêt une importance cruciale.

13. Deuxièmement, face à la baisse alarmante de l'APD, l'orateur exhorte les pays développés à tenir leurs engagements à cet égard, notamment celui de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide aux pays en développement d'ici à 2015 et de 0,15 à 0,20 % de leur PIB aux pays les moins avancés. En 2011, l'APD a été 23 fois moins que les 3 trillions de dollars mobilisés pour répondre à la crise économique et financière. À ce propos, il remercie les pays qui ont déjà atteint leurs objectifs d'APD : le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas. En plus de l'APD, il faut un nouveau critère pour l'allocation de ressources au développement pour tenir compte des besoins particuliers et de l'évolution de la situation

économique des États qui s'efforcent de tenir la date visée de 2015 pour la réalisation des OMD.

14. Troisièmement, à la dix-septième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, tenue à New York du 22 au 25 mai 2012, les participants ont souligné la nécessité d'accentuer l'importance de la coopération Sud-Sud au sein du système des Nations Unies. Malheureusement, il n'a pas été possible de parvenir à une décision définitive sur le projet de texte soumis par le Groupe des 77 et la Chine dans le délai imparti. Il est essentiel que le Comité se prononce par consensus sur cette question afin de réaffirmer les principes énoncés dans le document final de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud tenue à Nairobi en 2009. Il convient toutefois de préciser que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire doivent compléter l'APD et non pas la remplacer.

15. Quatrièmement, en tant qu'instance la plus appropriée pour un débat sur la gouvernance mondiale, en raison de son rayonnement mondial, l'Organisation des Nations Unies devrait entamer un dialogue sur les initiatives internationales de coopération au développement, y compris sur l'Efficacité de l'aide, qui est encouragée hors du cadre des Nations Unies.

16. Cinquièmement, l'examen quadriennal d'ensemble de 2012 des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement aura des répercussions au-delà de 2015. Par conséquent, il importe que les participants réaffirment les principes fondamentaux qui sous-tendent le rôle des activités opérationnelles de l'Organisation et établissent des directives politiques pour renforcer ces activités, notamment à l'aide de ressources financières suffisantes, prévisibles et stables. L'examen quadriennal devra également refléter la nécessité d'une gestion moderne, transparente, efficace et efficiente des entités des Nations Unies, qui devront répondre à tous les niveaux des résultats obtenus dans l'exécution de leurs mandats.

17. Et enfin, devant l'importance du commerce international et des technologies de l'information et de la communication en tant que moteur d'une croissance économique et d'un développement social durables, la CEPALC demande qu'une conclusion rapide et ambitieuse soit apportée au Cycle de développement de Doha. Il exhorte tous les États à éviter le protectionnisme et l'adoption de mesures génératrices

de distorsions dans la production, le commerce et l'investissement, y compris dans les programmes de stimulation de l'économie et les politiques d'expansion monétaire et à rectifier ces mesures le cas échéant, surtout si elles ont un impact négatif sur les pays en développement.

18. La situation internationale actuelle exige une réponse mondiale, avec la participation démocratique et équitable de tous les pays en développement. L'Organisation des Nations Unies, en tant que coordonnateur de la gouvernance mondiale, doit jouer un rôle capital dans la recherche de solutions complètes et durables à la crise actuelle, et il est essentiel que le Conseil et l'Assemblée générale exécutent leurs mandats en veillant au respect des engagements pris aux conférences et sommets économiques, sociaux et environnementaux des Nations Unies.

19. **M. Ngatjizeko** (Observateur pour la Namibie) déclare qu'en raison de la crise économique et financière mondiale, son pays accuse actuellement un taux de chômage de plus de 50 %. En réponse au rapport du Secrétaire général sur la nécessité de promouvoir la capacité de production, l'emploi et un travail décent afin d'éliminer la pauvreté par une croissance économique inclusive et équitable à tous les niveaux pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (E/2012/63), ce qui s'est traduit par la montée inquiétante du travail informel et précaire à travers le monde, son gouvernement a promulgué la Loi de 2012 portant amendement de la législation du travail, qui réglemente et protège la situation des travailleurs placés dans des entreprises par des agences d'emploi privées; interdit le recrutement de tels travailleurs en prévision d'une grève ou d'une fermeture d'usine ou à la suite d'un licenciement collectif; et confère au Ministre du travail et du bien-être social la faculté de considérer ces personnes comme des employés.

20. Soucieux de promouvoir un travail décent, en particulier pour les travailleurs vulnérables, et conformément à la Convention n°189 de l'OIT concernant un travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, en 2012, son gouvernement a créé une Commission des salaires qu'il a chargée d'enquêter sur les conditions et modalités d'emploi, y compris la rémunération, et de faire rapport au Ministre du travail et du bien-être social pour que celui-ci

émette un décret régissant les salaires des travailleurs pauvres.

21. La nécessité d'une loi régissant la délivrance de licences aux agences d'emploi privées et leur réglementation a débouché sur la promulgation de la Loi de 2011 sur les services d'emploi, et le gouvernement est en train de mettre la dernière main à un projet de loi portant établissement d'une commission qui sera chargée d'intégrer la création d'emplois dans tous les secteurs de l'économie et de coordonner les actions dans ce domaine.

22. Le Pacte mondial de l'OIT pour l'emploi reconnaît que le respect des principes et des droits fondamentaux sur le lieu de travail est essentiel pour la dignité humaine et que, du fait de la crise actuelle, il est plus important que jamais de faire appliquer les normes en matière de travail. C'est pourquoi son gouvernement a augmenté le nombre d'inspecteurs du travail, afin d'assurer aux travailleurs la protection à laquelle ils ont droit et d'accroître ainsi la sensibilité des travailleurs et des employeurs à leurs droits et obligations, de relever les normes en matière de travail et de promouvoir un travail décent.

23. La récession économique et les bouleversements récents qui secouent le monde arabe ont engendré une forte inflation et une hausse des prix de produits de base. Il est donc important d'étendre les prestations sociales aux travailleurs du secteur non structuré. Son gouvernement fait sienne la recommandation n° 202 de l'OIT sur l'établissement de socles nationaux de protection sociale et a demandé à l'OIT de lui présenter un audit de ses fonctions et structures en matière de travail et de protection sociale. Il envisage d'effectuer une analyse des lacunes de ses mesures de protection sociale et est en train de revoir sa législation sociale afin de concentrer ses ressources sur les besoins les plus pressants plutôt que d'accorder simplement une subvention d'État à chaque citoyen. Il prévoit également d'établir une caisse nationale de prestations médicales et une caisse de pensions alimentée par des cotisations.

24. Dans son pays, le chômage est le plus élevé parmi les jeunes de 20 à 24 ans. Le gouvernement a adopté des stratégies à court, moyen et long terme pour faire face à ce problème, et il espère que son Programme triennal d'interventions ciblées pour l'emploi et la croissance économique, lancé en 2011, aura un impact significatif. Les principaux secteurs d'intervention de

ce programme sont l'agriculture, les transports et la logistique, le tourisme, le logement et l'assainissement, les travaux publics et les relations du gouvernement avec le secteur privé. Ce programme a été conçu de manière à assurer sa mise en œuvre rapide, et il s'accompagne d'un mécanisme de suivi et d'évaluation, avec possibilité d'application rapide de mesures de correction. Le Cabinet est responsable de sa mise en œuvre. Toutefois, le gouvernement est conscient qu'une diminution durable du chômage, une croissance rapide et la création de richesses exigent un effort collectif de toutes les parties prenantes, y compris du secteur privé, qui sera en fin de compte plus efficace que l'État pour créer des emplois durables.

25. Il espère que ce segment de haut niveau engendra une prise de conscience mondiale du besoin urgent de créer et de maintenir un travail décent, en tant que stratégie essentielle pour réduire la pauvreté qui continue d'affliger les vies de millions d'êtres, en particulier en Afrique.

26. **M. Souhail** (Observateur pour le Maroc) déclare que la crise économique mondiale a frappé les populations du monde entier et a eu des répercussions allant de l'instabilité de certaines sociétés à la transformation structurelle de certains systèmes économiques, le tout aggravé par les problèmes de marginalisation sociale et de déséquilibre. Conscient du fait que les problèmes du chômage ont eu des ramifications sociales, juridiques et économiques, son gouvernement a fait de ces problèmes une grande priorité, conformément aux principes de la nouvelle Constitution du pays, qui consacre le droit au travail et à la protection sociale, à l'éducation et à la formation.

27. Le travail est source de dignité et contribue au développement durable. Pour répondre aux demandes des principaux secteurs du pays, l'agriculture et le tourisme, un certain nombre de programmes ont été lancés afin de rationaliser le marché du travail et d'offrir une formation axée sur les besoins du marché. Sur le plan fiscal, les États doivent s'efforcer de maintenir leurs déficits à un niveau raisonnable sans pour autant négliger les dépenses sociales. Les mesures d'austérité ayant souvent un impact négatif, et la situation démographique du Maroc favorisant les jeunes, le gouvernement a entrepris des réformes pour améliorer les chances de développement durable du pays, garantir la justice sociale et assurer des perspectives d'avenir pour les générations futures.

28. **M. Carr** (Australie) souligne que bien que des progrès considérables aient été réalisés dans la poursuite des OMD, la crise financière mondiale actuelle a suscité des troubles sur le marché financier et une crise de la dette souveraine. Quelque 50 millions d'emplois ont disparu depuis 2008, un chômage chronique affecte plus de la moitié de la population active mondiale, en particulier les femmes, et 75 millions de jeunes sont désespérément à la recherche de travail et d'un avenir.

29. Une croissance soutenue, inclusive et équitable est indispensable pour faire face au problème du chômage et du sous-emploi, et un système d'échanges solide et ouvert qui résiste au protectionnisme, abaisse les tarifs douaniers et accepte des industries concurrentes est essentiel à une telle croissance. Comme nombre de ceux qui vivent au seuil de pauvreté ou près de ce seuil travaillent dans l'agriculture, la réforme du commerce, en particulier dans ce secteur, est essentielle. Un cinquième des exportations des pays les moins avancés se heurtent encore à des obstacles tarifaires; il exhorte les autres pays à s'associer à l'Australie pour offrir un marché en franchise, exempt de quotas pour toutes les exportations en provenance de ces pays.

30. À la récente Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), les participants ont reconnu que la dégradation de l'environnement fait peser une menace à une croissance économique soutenue. En particulier, l'acidification des océans sapent les perspectives de développement de nombreux pays, y compris des petits États insulaires. Il se félicite de l'engagement des participants à protéger la biodiversité, à gérer les océans, à renforcer la productivité agricole et à assurer la sécurité alimentaire. Son gouvernement double sa contribution au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire de la Banque mondiale, la portant à plus de 100 millions de dollars, et compte affecter plus de 45 millions de dollars à des initiatives similaires au cours des 12 prochains mois.

31. Son gouvernement collabore également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement du Népal pour aider des milliers de micro-entreprises qui emploient 45 000 personnes parmi éléments les plus pauvres et les plus marginalisés. Au cours de l'année à venir, ce programme devrait aider plus de 2 500 personnes, pour la plupart des femmes, à gagner accès à des services

financiers. La situation des jeunes est la plus urgente dans les pays sortant d'un conflit; le gouvernement du Timor oriental, en partenariat avec l'OIT et l'Australie par le biais du Programme de promotion de l'emploi des jeunes, a offert des emplois à 78 000 jeunes.

32. Malgré les énormes difficultés, il y a de bonnes raisons de se montrer optimiste. Au cours de la dernière décennie, les taux de croissance d'un certain nombre d'économie asiatiques, africaines et latino-américaines ont arraché des millions de personnes à la pauvreté, tandis que les solides mesures de protection sociale prises dans des pays tels que le Brésil, l'Inde et l'Indonésie ont permis aux populations vulnérables de ces pays de résister à la crise. Il incombe à la communauté internationale de continuer d'appuyer ces efforts. Avec le mandat qu'il a reçu de Rio+20 d'intégrer les trois piliers d'un développement durable, le Conseil a un rôle vital à jouer dans ce processus, au même titre que le forum politique intergouvernemental de haut niveau créé au paragraphe 94 du document final de Rio+20, « L'avenir que nous voulons », qui devrait réunir un large éventail d'acteurs à la recherche d'une solution. Le Groupe des 20 a joué un rôle discret mais important, notamment en fixant l'objectif de ramener le coût moyen mondial de l'envoi de fonds des travailleurs émigrés à 5 % d'ici à 2014, mesure qui mettrait quelque 15 milliards de dollars entre les mains de ceux qui en ont le plus besoin.

33. **M. Hossain** (Bangladesh) déclare que malgré la crise économique mondiale, le Bangladesh a réussi à maintenir un taux de croissance économique de 6 % en appliquant des politiques macroéconomiques prudentes et a fait des progrès remarquables vers la réalisation des OMD. Le sixième Plan quinquennal de son gouvernement a été conçu avec pour but de créer des possibilités d'emplois productifs pour une main d'œuvre de plus en plus nombreuse et d'étendre le filet de protection sociale pour les travailleurs pauvres.

34. En 2011, le gouvernement a adopté une Politique nationale de renforcement des qualifications, et l'Expatriate Welfare Bank a consenti aux travailleurs migrants des prêts concessionnels sans obligation de garantie, des services bancaires et des envois de fonds à peu de frais afin d'améliorer les conditions de vie des expatriés tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger; huit millions d'expatriés du Bangladesh travaillent dans 143 pays à travers le monde et ont envoyé 12,17 milliards de dollars à leurs familles en 2011. Le Bureau de la main d'œuvre, de l'emploi et de la

formation [Manpower, Employment and Training (BMET)] dispense chaque année une instruction à 50 000 travailleurs à travers 38 centres de formation technique; 35 centres supplémentaires sont prévus pour porter la capacité de formation à 100 000 travailleurs. Le gouvernement a pris des initiatives de création d'emplois verts en coopération avec les constituants tripartites et les partenaires de l'OIT, et met en œuvre une politique nationale d'élimination du travail des enfants qui a permis de retirer 40 000 enfants d'emplois dangereux et de leur dispenser une éducation non formelle et des aptitudes professionnelles, et de fournir des moyens matériels d'exercer un métier et d'accorder des microcrédits à leurs parents.

35. Le Programme de garantie d'emploi, lancé en 2008-2009, offre des emplois aux pauvres afin de combattre les pénuries alimentaires saisonnières dans les régions économiquement déprimées, telles que les districts du nord du pays et les régions exposés aux cyclones. Le programme « aliments ou espèces contre travail » permet d'allouer des aliments, des céréales et de l'argent aux pauvres pendant la saison maigre comme moyen de créer des emplois. Avec l'aide de ses partenaires de développement et avec la participation du secteur privé, y compris des femmes entrepreneurs, le gouvernement est en train de créer des possibilités d'emploi pour les femmes et de leur dispenser une préparation à la vie active. Parmi les autres programmes pertinents figurent notamment le programme de bourses d'études primaires, le programme d'assistance aux lycées de filles et une pension de vieillesse pour les pauvres. Les femmes enceintes reçoivent des soins prénatals et le remboursement des frais d'accouchement. Les travailleurs reçoivent une indemnisation en cas d'accidents majeurs ou mineurs et leurs familles sont indemnisées en cas de décès accidentel. Les travailleurs des plantations de thé et leurs familles reçoivent un logement gratuit, des soins gratuits, des rations alimentaires, une éducation primaire, des pensions et des primes, et les fortes subventions accordées au secteur agricole profitent aux agriculteurs marginaux et à d'autres membres des collectivités rurales.

36. Son gouvernement tient à exprimer sa gratitude à des partenaires de développement et au système des Nations Unies. Toutefois, nombre de pays n'ont pas encore mis en place des cadres juridiques adéquats pour garantir aux travailleurs migrants un salaire

minimum, des durées de contrat minimums, une aide juridique et un cadre de travail sans danger. Pour développer la capacité de production et promouvoir une croissance à forte utilisation de main d'œuvre, il faudrait supprimer les obstacles à la mobilité des travailleurs. Il faut un arrangement mondial propre à assurer cette mobilité face aux obstacles croissants auxquels se heurtent les travailleurs migrants, même dans les pays à forte pénurie de main d'œuvre.

37. **M. Oquist** (Nicaragua) déclare que les institutions multilatérales, y compris le Conseil, ont besoin de stimulation pour mettre fin à leur récente inertie et aux essais injustifiés d'échapper à leurs engagements du fait de la crise financière actuelle. Malgré l'optimisme engendré par les premiers sommets mondiaux, les événements récents ont été décevants, en particulier la débâcle de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Durban en 2011, où les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre ont choisi de repousser à 2020 leurs efforts en vue de réduire leurs émissions, malgré les avertissements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

38. Cette inaction au niveau international contraste singulièrement avec les solutions nationales et régionales appliquées dans les pays du Sud, y compris par l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la République de Corée (ANASE+3), les accords entre la Chine et d'autres pays pour l'exécution de transactions commerciales internationales en monnaie nationale et, en Amérique latine et aux Caraïbes, le Système d'intégration centraméricain (SICA), le Marché commun du Sud (MERCOSUR), l'Union des Nations sud-américaines et surtout, les accords d'achat de pétrole entre l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) et Petrocaribe, qui ont transformé le plus gros obstacle au développement des pays pauvres, le coût du pétrole, en mécanisme de financement du développement.

39. Le modèle de solidarité socialiste chrétienne du Nicaragua est un autre exemple de succès. En cinq ans et demi, le gouvernement du Président Ortega a augmenté de taux d'emploi de 40 % et réduit de plus de moitié l'extrême pauvreté fondée sur le revenu. Le pays affiche un taux de croissance de 5 % et a plus que doublé ses exportations et triplé son investissement étranger direct depuis 2006. Il doublera également sa capacité de production d'électricité au cours des cinq

prochaines années et fera passer la part des énergies renouvelables dans sa matrice énergétique de 25 % en 2007 à 94 % en 2017; seule l'Islande a réalisé un progrès aussi rapide. Parmi ses autres projets stratégiques envisagés figure la construction du Canal interocéanique du Nicaragua et d'un couloir logistique qui nécessitera 30 milliards de dollars d'investissement supplémentaire. Le Nicaragua a actuellement le plus faible niveau de vie et le taux de sécurité le plus élevé de la région; il n'est pas perturbé par une guerre des gangs ou des cartels de la drogue et affiche une inflation inférieure à 10 %.

40. Un certain nombre de facteurs ont permis au gouvernement de transformer le pays se trouvant au deuxième rang dans la région pour la pauvreté au cours de la crise financière la plus grave et la plus longue que le monde ait connu depuis 80 ans : le Plan national de développement humain était assorti de politiques fondées sur les individus, les familles et les communautés; près de 10 % de la population participent à des programmes d'alphabétisation ou d'éducation des adultes; et plus de 20 % travaillent à des programmes sociaux en tant que volontaires. Le gouvernement redistribue la richesse en rétablissant le droit constitutionnel des Nicaraguayens à une éducation et à des soins de santé gratuits pour tous et offre, entre autres, des subventions aux transports, des prêts, des semences et des engrais aux femmes et aux familles pauvres des zones urbaines et rurales, compensant ainsi la tendance du marché capitaliste à se concentrer année après année sur les revenus et la richesse, ce qui accentue l'inégalité et engendre les crises économiques, sociales et politiques.

41. Les accords ALBA-Petrocaribe fournissent des fonds pour des programmes sociaux et des programmes de production qui stimulent l'économie et permettent d'effectuer des paiements différés sur les prêts en espèces, favorisant ainsi les petites et moyennes entreprises et la production agricole en coopératives. Sur ces fonds, 38 % sont affectés à des programmes et projets non remboursables et aux secours d'urgence. Un financement aussi librement accessible est beaucoup plus précieux que la coopération internationale, qui est subordonnée aux valeurs et aux priorités des donateurs, en particulier dans pays qui, comme le Nicaragua, traverse une période de changement révolutionnaire. Au cours des trois dernières années, le Président Ortega a scellé une alliance entre les travailleurs, les producteurs et l'État

qui a fixé le salaire minimum par la négociation; même les travailleurs de la zone franche industrielle ont négocié un salaire minimum pour les trois prochaines années. La stabilité sociale, politique et de la main d'œuvre ainsi que la cohésion sociale résultant de cette alliance a débouché à son tour sur le progrès économique selon un cercle vertueux.

42. Malgré les progrès réalisés, le Nicaragua subit l'impact du changement climatique à travers des inondations chroniques; il a besoin de ressources financières substantielles pour réparer les dommages subis et prévenir les catastrophes futures. Les pays riches qui sont la cause du changement climatique refusent à présent d'accepter leurs responsabilités; ils ont décidé de façon irresponsable de ne pas s'engager à réduire leurs émissions ou à fournir des fonds pour financer l'adaptation d'ici après 2020. Un autre problème est lié à la crise financière, économique, sociale et politique causée par le capitalisme mondial. Le secteur financier a provoqué la crise et empêche le redressement en encourageant l'investissement spéculatif que le secteur politique ne peut maîtriser parce qu'il est en fait sous la coupe des financiers spéculatifs. Il est inacceptable que les pays en développement soient dans l'impossibilité d'obtenir des fonds pour financer un développement durable ou pour combattre le changement climatique. Comme ils ne peuvent attendre, les solutions nationales et régionales telles qu'ALBA s'avèrent de plus en plus importantes et nécessaires.

43. **M. Holmås** (Observateur pour la Norvège) déclare que la crise actuelle de l'emploi rend impératif de se concentrer sur une croissance durable, inclusive et facilitée par la création d'emplois et de combiner la croissance sociale et économique avec une action responsable en faveur de l'environnement; le passage à une économie verte peut être génératrice d'emplois, en particulier dans le secteur agricole. Une réponse internationale cohérente est essentielle face à la crise de l'emploi, et il est encourageant de voir le rôle que jouent l'OIT et d'autres institutions internationales.

44. En Europe et en Afrique du Nord avant le printemps arabe, le chômage des jeunes atteignait en moyenne entre 30 et 50 %. La perte de l'espoir pour les jeunes, dont beaucoup seront définitivement exclus du marché du travail, est une tragédie personnelle pour eux, une perte pour les économies de leurs pays et pourrait se transformer en bombe à retardement si la situation sociale n'est pas traitée convenablement. Son

pays avait imposé des mesures d'austérité après la Première guerre mondiale, et l'histoire a montré l'erreur que représentait cette politique. Il incombe aux États de formuler des programmes de développement intégrés cohérents faisant du renforcement des capacités, en particulier chez les jeunes, une grande priorité; leur objectif doit être le plein emploi combiné au respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs. Ces programmes devraient prévoir des efforts en vue d'intégrer les entreprises et les travailleurs du secteur non structuré, dont la plupart sont des femmes, à l'économie formelle, ainsi que des mesures de mobilisation des revenus et de redistribution de la richesse par l'imposition.

45. Il est extrêmement important de pouvoir compter sur de solides organisations de petits exploitants, de travailleurs des secteurs formel et informel et d'employeurs. Nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire connaissent un fort développement, mais les bénéficiaires en sont envoyés à l'étranger ou restent aux mains de quelques personnes riches au lieu de contribuer à réduire la pauvreté de l'ensemble de la population. Pour atténuer la pauvreté et créer le solide secteur de services nécessaire au développement, il est essentiel de garantir que les revenus restent dans le pays, et cet objectif ne peut être atteint que par la fiscalité et les salaires. Un système tripartite de dialogue social pourrait apporter une importante contribution à la réalisation de cet objectif. La création d'emplois décents doit être au centre de toutes réformes économiques et de toutes stratégies de croissance inclusive, et la concertation sociale est indispensable à leur légitimité et à leur succès; elle contribue également à la cohésion sociale et renforce l'aptitude de la société à la restructuration et à l'adaptation en favorisant une croissance fondée sur la création d'emplois, le développement et la stabilité et en distribuant les avantages et les désavantages de façon plus régulière et plus équitable. Il ne faut pas perdre de vue que le système tripartite est né et reste particulièrement important en temps de crise.

46. Face à un chômage persistant et en hausse, il importe d'éviter une course mondiale vers l'abîme avec des conditions de travail qui se détériorent, des salaires en baisse, une protection sociale affaiblie et un grignotement des droits. Il convient de défendre les principes et les droits et, chaque fois qu'il est possible, de les promouvoir et de les utiliser comme directives pour l'élaboration de politiques qui stimulent la

production, créent de bons emplois et permettent un partage équitable des bénéfices.

47. Les femmes représentent la moitié de la réserve mondiale de talents, et leur participation au marché du travail est essentielle à la mobilisation de la capacité productive des nations. L'égalité entre les sexes et l'adoption de mesures respectueuses des droits de la femme sont donc particulièrement importantes face à la crise de l'emploi, y compris dans l'agriculture. Les femmes sont souvent victimes de discrimination sur le marché du travail et portent la plus grosse responsabilité dans la vie de leur famille en période de difficultés. Des lois et politiques nationales s'opposant à la discrimination devraient garantir leurs droits fondamentaux, y compris la prise en charge des soins maternels et obstétricaux, des soins aux enfants, de leurs congés de maladie, de la planification familiale et de l'exercice de leurs droits sexuels et génésiques. La crise actuelle n'est pas le moment de reculer mais de faire avancer les droits des femmes, non seulement par souci de justice, mais en tant que politique économique judicieuse.

48. Les efforts en vue de créer des emplois décents ne doivent pas être considérés comme un obstacle à la compétitivité et au progrès; au contraire, des politiques soigneusement préparées et exécutées renforcent la compétitivité en maximisant le potentiel de l'individu et de la communauté. Par ailleurs, des salaires plus élevés tendent à inciter les employeurs à utiliser au mieux leurs travailleurs. Outre la contribution à la création de richesse, un travail décent fournit également les outils nécessaires à une redistribution de la richesse. Il est clair qu'une stratégie de croissance économique fondée sur la création de bons emplois est une saine politique de développement.

49. **M. Shide** (Éthiopie) déclare que dans ses efforts pour se hisser au rang des pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025, l'Éthiopie a mis en œuvre des programmes nationaux ambitieux pour accélérer une croissance économique avec réduction de la pauvreté comme préoccupation centrale. Deux Plans de développement à moyen terme fondés sur les OMD étaient axés sur le développement humain et rural, la sécurité alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, la réforme de la fonction publique, la décentralisation et la démarginalisation et le renforcement des capacités dans les secteurs public et privé. Ces plans ont permis d'accroître le PIB de la nation en moyenne de 11 % par

an au cours des huit dernières années et de réduire sensiblement la pauvreté dans les zones rurales, où vivent 80 % de la population. Un nouveau plan pour la période 2011-2015 vise une profonde transformation de la structure économique en cherchant à doubler la production agricole et à augmenter la part de l'industrie dans l'économie.

50. Son gouvernement estime que le processus de croissance est plus important que la croissance elle-même; pour faire reculer la pauvreté et créer des emplois, la croissance doit être générale et favoriser les pauvres. La main d'œuvre éthiopienne augmente beaucoup plus rapidement que la population dans son ensemble; près des deux-tiers de la population nationale ont moins de 25 ans d'âge. La création de possibilités d'emplois productifs pour les jeunes en dehors du secteur agricole est donc une priorité. Parmi les principales stratégies figurent l'intensification de réformes économiques axées sur le marché, l'amélioration de la productivité agricole et la promotion du secteur privé en tant que moteur de la croissance économique.

51. Les micro et petites entreprises ont absorbé plus de 1,5 million de travailleurs et joué un rôle vital dans la création de possibilités d'emploi, y compris pour les groupes vulnérables tels que les femmes des régions rurales, les jeunes et les paysans sans terre. Le gouvernement dispense une aide substantielle sous la forme de crédit, de formation, de conseils, de facilités de production et de marché, de soutien technologique et de services d'information. Les mesures visent de plus en plus à renforcer une réglementation et des politiques qui encouragent l'initiative privée et la compétitivité et qui favorisent la formation de capital et l'épargne chez les employeurs comme chez les employés.

52. Le gouvernement se rend compte que pour réaliser sa vision à long terme d'une transformation de l'Éthiopie en pays à revenu intermédiaire, il lui faudra transformer l'économie, notamment par l'application consciente de la science, de la technologie et de l'innovation en tant que moyens essentiels de création de richesse. Un système d'enseignement technique et professionnel a été mis en place pour mieux préparer les jeunes pour le marché du travail et pour faciliter l'acquisition, l'accumulation et le transfert de technologie de manière à améliorer les conditions de subsistance de tous les Éthiopiens et à réduire durablement la pauvreté.

53. **M^{me} Kabaka** (Observatrice pour la République-Unie de Tanzanie) déclare que le chômage et le sous-emploi causés par l'exode rural, la croissance rapide du secteur non structuré et l'insuffisance des revenus sont des problèmes mondiaux. Les demandes des jeunes augmentent de façon disproportionnée en regard des possibilités qui leur sont offertes et ont engendré des mouvements démocratiques qui exigent davantage de soutien des gouvernements pour l'éducation, l'emploi et les possibilités d'activité commerciale. Ces problèmes sont particulièrement complexes dans les pays pauvres tels que le sien. En Afrique, les jeunes représentent 60 % de la population au chômage et seulement 37 % des travailleurs; chaque année, 10 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail. Les taux chômage et de sous-emploi sont en hausse, et les changements climatiques imprévisibles, la sécheresse et les inondations mettent en péril les activités économiques rurales. Ces problèmes représentent une bombe à retardement qui, si l'on n'y prête garde, pourrait devenir une sérieuse source d'instabilité dans la région.

54. Son gouvernement a élaboré des politiques et créé un certain nombre de programmes pour relever les défis auxquels les jeunes se trouvent confrontés, associant à ces programmes des institutions publiques et des « organisations parapluies » du secteur privé et de la société civile. Il fait beaucoup pour protéger les enfants et les adolescents des risques de grossesse précoce, de VIH/sida et d'abus des drogues, et considère l'éducation comme un moyen vital d'autonomisation. Néanmoins, la création d'emplois ne progresse pas assez vite face au nombre croissant de diplômés des universités. C'est pourquoi il a développé la formation professionnelle et encourage la création de petites entreprises par l'octroi de microcrédit. Les titres fonciers sont officialisés, de sorte que la terre puisse servir de garantie pour les prêts, et des mécanismes de marché à guichet unique ont été mis en place pour les commerçants. Un Fonds de développement accorde des prêts concessionnels aux jeunes pour des activités rémunératrices par le biais d'associations coopératives d'épargne et de crédit; des sièges sont spécialement réservés aux jeunes au sein du Parlement tanzanien; et, dans le secteur rural, des projets pilotes sont exécutés pour promouvoir l'emploi indépendant dans l'agriculture et les services ruraux hors exploitation, afin que les jeunes restent dans leurs communautés.

55. Avec l'appui de ses partenaires de développement, la Tanzanie a mis en place des stratégies pour la réalisation des OMD. Son Programme de travail décent tend à promouvoir la capacité de production et l'emploi, et des lois et politiques concernant l'égalité entre les sexes, la création d'emplois décents, les partenariats public-privé, l'assurance maladie, la protection des travailleurs et la sécurité sociale, élaborés à l'aide de mécanismes tripartites, ont été adoptés pour étendre la protection sociale aux populations urbaines et rurales non couvertes, y compris aux travailleurs domestiques et au secteur non structuré. Le gouvernement est en outre résolu à éliminer les pires formes de travail des enfants, et a entrepris de promouvoir des programmes de lutte contre le VIH/sida sur le lieu de travail, dans le cadre de ses efforts en vue de faire appliquer les normes de travail et d'encourager le dialogue social, la négociation collective et les partenariats sociaux. Toutefois, son pays se heurte encore à de nombreuses difficultés, et il espère que le Conseil et la communauté internationale continuera de lui apporter l'appui technique et matériel dont il a besoin pour atteindre les OMD.

56. **M. Rybakov** (Biélorus) estime que, face à l'impact de la crise financière mondiale sur l'économie, la grande priorité pour tous les gouvernements doit être de trouver des solutions afin de maintenir et d'améliorer les niveaux de vie de leurs citoyens, de leur garantir un travail décent, de leur offrir des garanties sociales stables et d'éliminer la pauvreté. Son gouvernement a relevé ce défi en appliquant une politique sociale visant à créer les conditions nécessaires à une amélioration durable du bien-être de la population. Le taux de chômage est resté faible, et des emplois et des revenus stables ont été assurés, en particulier pour les citoyens pauvres et vulnérables. Malgré les conditions problématiques créées par la crise économique mondiale, les garanties sociales pour les familles, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées n'ont pas été réduites, et une grande attention est portée à assurer un travail décent et des salaires équitables.

57. À l'instar d'autres pays à revenu intermédiaire, le Biélorus ne peut stabiliser sa situation économique et sociale sans l'aide de la communauté internationale. Les sanctions économiques et autres mesures unilatérales de coercition prises à l'encontre de pays aux gouvernements impopulaires ne font que rendre

ces pays plus vulnérables aux chocs économiques. La coopération internationale est l'un des plus importants moyens d'assurer la transition vers un développement durable. Pour ce faire, il importe de renforcer le rôle de coordination du Conseil dans la recherche et la diffusion de mécanismes de développement nouveaux et innovants, et d'adopter une approche intégrée de l'examen des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable.

58. Dans ce contexte, sa délégation salue la suggestion du Président de créer un groupe de travail pour étudier les moyens pour le Conseil de coopérer avec les partenaires financiers du développement, y compris les institutions financières internationales. Il est également favorable à la mise en œuvre de programmes d'action liant la croissance économique à la viabilité de l'environnement; la grande priorité doit être d'appuyer les partenariats de développement durable et de renforcer les règles mondiales régissant non seulement le commerce mais aussi le changement climatique, la sécurité alimentaire et les ressources naturelles.

59. **M. Nakano** (Japon) souligne qu'il s'est écoulé près de 16 mois depuis le terrible séisme qu'a subi son pays, et le Japon tient à exprimer sa gratitude pour l'appui et les encouragements qu'il a reçus des quatre coins du monde. Les ravages causés par ce tremblement de terre et les travaux de reconstruction qui ont suivi l'amènent à se demander comment les gouvernements peuvent édifier une société résistante et prévoir les filets de protection sociale nécessaires pour atténuer les risques qui pèsent sur le monde moderne, maintenir une croissance économique durable tout en offrant ces filets de protection sociale, et définir les éléments les plus importants d'un programme international de développement.

60. La crise financière internationale sans précédent a provoqué une grave instabilité sociale, au moment même où la dette souveraine européenne, les catastrophes naturelles et le mécontentement social causé par l'inégalité des revenus et le chômage font peser de nouveaux risques sur l'économie mondiale. Dans un monde interconnecté, une crise qui éclate dans un pays peut facilement s'étendre en suivant les chaînes d'approvisionnement et les flux financiers. Pour contrer ces risques, il est essentiel d'édifier des sociétés résistentes et d'offrir des filets de protection sociale capables d'assurer la sécurité humaine et un développement durable. Avec une contribution de 60

milliards de dollars, le Japon a été l'un des premiers pays à accroître le volume de ressources dont dispose le Fonds monétaire international (FMI) pour réduire les risques et renforcer la solidité financière; en juin 2012, les membres du Groupe des 20 est convenu d'apporter une contribution de 456 milliards de dollars à cet effort.

61. Son gouvernement a accueilli la Conférence ministérielle mondiale sur la prévention des désastres, tenue les 3 et 4 juillet 2012 à Tohoku, au cours de laquelle les participants ont fait part des leçons qu'ils ont tirées des catastrophes et se sont engagés à placer la prévention des désastres sous la protection de la coopération internationale. Son gouvernement affectera trois milliards de dollars au cours des trois prochaines années à la prévention des désastres dans les pays en développement.

62. Souvent, les crises engendrent le chômage, et il convient de mettre en place de larges filets de protection sociale en prévision des risques inévitables. Le Japon a amélioré progressivement sa législation du travail et son régime de sécurité sociale, et continuera de prendre des mesures afin d'établir des filets de protection sociale dans d'autres pays, en coopération avec l'OIT et d'autres parties prenantes.

63. Des stratégies clairement définies sont nécessaires pour assurer une croissance économique durable et créer des emplois. Le passage à une économie verte dotée d'une meilleure efficacité énergétique est une solution séduisante, mais elle exige la valorisation des ressources humaines et un transfert de technologie pendant la phase de transition. Le Japon estime qu'il a le devoir de partager ses connaissances et sa technologie; il compte déployer quelque 10 000 « volontaires de la coopération verte » dans d'autres pays et fournir trois milliards de dollars à titre de coopération internationale au cours des trois prochaines années.

64. Son gouvernement est résolu à faciliter la réalisation des OMD et a constitué un groupe de contact informel sur le programme de développement pour l'après-2015. Les pays émergents et le secteur privé devraient jouer un rôle croissant dans ce processus; il importe de transcender la vieille dichotomie entre pays développés et en développement.

65. **M. Mbonjo** (Cameroun) déclare que les plus gros obstacles au développement de la capacité de

production de son pays sont ses déficits en énergie et en infrastructures. C'est pourquoi nombre de projets dans les secteurs du logement, des transports et des énergies renouvelables ont été entrepris avec l'aide des partenaires de développement du Cameroun et du secteur privé, toujours avec une rigoureuse évaluation préalable de leur impact environnemental afin de garantir qu'ils seraient exécutés dans un cadre de développement durable. On espère que les politiques d'éducation et de formation du gouvernement et les améliorations de l'infrastructure et des ressources humaines auront pour effets combinés de stimuler l'économie et d'améliorer les conditions de vie grâce à la création d'emplois qui fera reculer la pauvreté; on prévoit un taux annuel de croissance de 6 % au cours des trois prochaines années dû pour moitié aux secteurs non pétroliers. Une approche des projets d'infrastructure fondée sur une forte utilisation de main d'œuvre devrait créer 120 000 emplois; les communautés locales sont associées à ces projets, et des entreprises locales sont engagées comme sous-traitants. Par ailleurs, 25 000 diplômés sont recrutés dans l'administration publique pour améliorer les services publics et offrir un travail décent, ce qui aura à son tour pour effet d'accroître la demande intérieure.

66. Au Cameroun, où 90 % de la population active est employée dans le secteur agricole non structuré, l'accès à un travail décent nécessite le passage au secteur structuré. Le gouvernement appuie de longue date les petites et moyennes entreprises des secteurs structuré et non structuré en leur offrant des formalités administratives et fiscales simplifiées; des centres de facilitation sont créés dans tout le pays pour les entreprises et le commerce; des garanties de prêt facilitent l'octroi de prêts par les banques traditionnelles; et une banque a été créée spécialement pour les petites et moyennes entreprises. Pour que les fruits de la croissance économique puissent être partagés, il fallait aussi des mécanismes de redistribution et des stratégies sectorielles de plus en plus inclusives en matière de santé, de logement et d'éducation.

67. Chaque État doit réunir les conditions propices à son développement économique, notamment en créant des mécanismes nationaux favorisant les partenariats étrangers et susceptibles d'attirer les investisseurs. Toutefois, devant l'ampleur des défis à relever, les pays en développement ont besoin d'un regain de solidarité

internationale pour que se forme un partenariat axé sur la réduction de la pauvreté dans le monde.

68. **M^{me} Saad** (Égypte) souligne qu'à la suite de la révolution qu'a connue récemment son pays et qui est née en partie des aspirations à l'emploi, à l'égalité des revenus et à la justice sociale, son gouvernement et tous les partenaires politiques œuvrent actuellement pour un renouveau économique. Le budget 2012-2013 s'est fixé pour objectif une croissance durable pour tous les groupes sociaux par la création d'emplois, en particulier pour les groupes marginalisés et les jeunes, et l'octroi de microcrédits aux petites entreprises, y compris aux femmes. Des investissements seront faits dans tous les secteurs pour la création d'emploi, et les services sociaux seront améliorés afin de distribuer plus largement la croissance entre les zones urbaines et rurales et entre la Haute et la Basse Égypte. Si le secteur privé doit jouer un rôle crucial dans le développement, l'État reste important et la coopération entre le gouvernement, les entreprises et la main d'œuvre est indispensable.

69. Au moment où elle entre dans une nouvelle phase de son développement, l'Égypte compte plus que jamais sur l'appui de ses partenaires internationaux et des Nations Unies. Il faudra accorder le poids qui lui revient au partage de connaissances et à la coopération Sud-Sud et triangulaire lors des prochains pourparlers sur le programme de développement pour l'après-2015. Le secteur agricole est particulièrement important pour les pays du Sud. Elle se félicite des efforts du Conseil en vue de coordonner les réponses nationales et internationales aux problèmes économiques mondiaux et la volonté des participants à Rio+20 de lancer un processus intergouvernemental sur le développement durable. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique de passer des engagements à l'action. Elle recommande également que se poursuive le débat sur le rôle des Nations Unies dans la gouvernance mondiale, face aux activités d'autres organismes, tels que le Groupe des 20.

70. **M. Yalnazov** (Bulgarie) souligne qu'un nouveau modèle de croissance, combinant une économie verte à un accroissement de l'emploi et de la sécurité sociale, exigera un effort concerté de la part de toutes les parties prenantes nationales, régionales et internationales, y compris des entreprises, de la société civile et des syndicats. Il se félicite donc des travaux de l'OIT dans ce domaine, du Plan d'action pour la

croissance et l'emploi adopté récemment par le Groupe des 20 et du document final de Rio+20.

71. Dans le cadre de la stratégie de croissance de « Europe 2020 », la Bulgarie a élaboré une stratégie nationale d'élimination de la pauvreté et d'inclusion sociale pour la période 2012-2020, qui comprend des mesures dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la formation, du cadre de travail, de la santé publique et du logement, et pour l'intégration des groupes vulnérables. D'après des statistiques récentes, le taux de chômage des jeunes est sensiblement supérieur en Bulgarie à la moyenne européenne, en particulier parmi les groupes vulnérables tels que la communauté des Roms. Cette situation est due non seulement à la récession économique, mais aussi à la population vieillissante du pays, à l'émigration et aux déficits du système d'éducation et de formation. Ce problème, auquel le gouvernement attache une grande importance, nécessite des efforts du gouvernement, du secteur privé, des partenaires sociaux et des institutions internationales spécialisées.

72. Le Ministère du travail et de la politique sociale, qui accueillera prochainement une conférence internationale sur le chômage des jeunes, a adopté récemment des mesures et des programmes pour faciliter le passage des jeunes de l'éducation au marché du travail, notamment au moyen de stages et de périodes d'apprentissage, et de nombreux jeunes ont déjà bénéficié de nouvelles possibilités sur le marché du travail. Parmi les mesures à long terme adoptées figure une formation professionnelle tenant compte de la demande accrue des secteurs de la technologie de l'information et de l'économie verte.

73. **M. Byambasuren** (Mongolie) déclare que d'après un rapport interne, la Mongolie réalisera les OMD à hauteur de 66 % d'ici à 2015. Cependant, l'important objectif de réduire de moitié la pauvreté reste le plus difficile et nécessitera une intervention ciblée. Le gouvernement a proclamé 2011 l'Année de la promotion de l'emploi. Du fait d'une profonde réforme législative, de meilleurs services d'enregistrement des emplois et de l'allocation de prêts concessionnels à de petites et moyennes entreprises, 73 200 emplois ont été créés au cours de l'année écoulée, l'économie a progressé de 17,4 % en 2011 et l'indice de pauvreté a chuté de 29,8 %. D'après la Banque mondiale, la Mongolie est à présent un pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, avec un PIB par habitant estimé à 1 630 dollars; toutefois, cette

croissance ne s'est pas traduite par une égale distribution des revenus.

74. Devant l'importance pour l'économie du pays du travail indépendant et des entreprises opérant depuis leur domicile, le gouvernement a proclamé 2012 Année de la promotion du développement des ménages. Il a approuvé un programme national d'expansion des services sociaux pour les nécessiteux et utilise le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT comme cadre pour harmoniser ses politiques avec les besoins et demandes du marché du travail et pour accroître l'efficacité d'utilisation des ressources par une coordination intersectorielle des activités de réduction de la pauvreté. L'offre d'un appui aux petites et moyennes entreprises des secteurs riches en emplois de l'économie minière reste l'une des priorités du gouvernement.

75. Sa délégation estime comme le Secrétaire général qu'il convient d'accorder une place prééminente aux capacités de production, à l'emploi, à un travail décent et à la protection sociale dans le programme de développement pour l'après-2015, avec des buts et des indicateurs conformes aux valeurs fondamentales et aux objectifs de la Déclaration du Millénaire, et son gouvernement entend collaborer avec les Nations Unies et les autres partenaires internationaux de développement sur ces questions et sur d'autres questions pertinentes.

76. **M. Dubov** (Fédération de Russie) dit que les circonstances actuelles ont fait de la promotion du plein emploi et d'emplois décents l'une des grandes priorités du programme international. Le dialogue ouvert au sein du Conseil est particulièrement utile et opportun face aux efforts collectifs pour atténuer les effets de la crise économique mondiale actuelle, améliorer la gestion de l'économie et réaliser les OMD. La crise a révélé les graves insuffisances du système économique international, et le monde connaît actuellement une massive désindustrialisation et l'élimination d'emplois décents, avec des effets dévastateurs sur les salaires et la mobilité sociale. Le chômage des jeunes, qui mine les perspectives de croissance économique à long terme et de développement novateur et met le filet de protection sociale à rude épreuve.

77. Il espère que les délibérations du Conseil apporteront une solide base aux efforts internationaux à venir en vue de créer des emplois et de réduire le

chômage de façon radicale par une étroite coordination et une coopération entre les principaux partenaires, y compris le système des Nations Unies, le Groupe de huit, le Groupe des 20, les principales institutions internationales spécialisées et les structures d'intégration régionale. Il importe que les gouvernements poursuivent les réformes structurelles de leurs politiques macroéconomiques afin de créer des emplois plus décents et d'améliorer les niveaux de vie.

78. Son gouvernement est déterminé à faire sa part et continuera de mettre en œuvre les principaux éléments du Programme de l'OIT pour le travail décent en renforçant la concertation sociale et en établissant un nouveau modèle de croissance économique. Il a ratifié la Convention n° 174 de l'OIT sur la prévention des accidents industriels majeurs en 2011 et la Convention n° 173 de l'OIT sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur en 2012; un certain nombre d'autres conventions pertinentes seront également bientôt ratifiées. Son gouvernement aidera à financer le programme de l'OIT sur la formation professionnelle et le développement du marché du travail au sein de la Communauté des États indépendants, en Asie et au Moyen-Orient et suivra les directives de l'OIT pour créer 25 millions de nouveaux emplois de valeur. En 2013, il a affecté 500 milliards de roubles à des mesures de lutte contre la crise.

79. La Conférence de haut niveau sur le travail décent, tenue à Moscou les 11 et 12 décembre 2012, devait donner une forte impulsion aux efforts déployés par les pays pour réaliser une croissance économique inclusive, durable et équitable.

80. **M. Li Baodong** (Chine) déclare que sa délégation a fait siennes les idées exprimées dans le rapport du Secrétaire général (E/2012/63) et, en particulier, les recommandations concernant la nécessité de développer l'économie réelle, de stabiliser le secteur financier et de renforcer la formation professionnelle. Bien que les perspectives de croissance économique mondiale aient commencé à s'améliorer, l'instabilité et les incertitudes demeurent. Diverses formes de protectionnisme apparaissent dans le commerce et l'investissement, et les pays en développement sont contraints de faire face à la double pression de l'inflation et du fléchissement de la demande externe.

81. L'économie réelle est le fondement de l'économie nationale. Face à la crise économique actuelle, la

politique macroéconomique devrait être plus tournée vers l'avenir et plus souple. Elle devrait promouvoir une croissance régulière de la capacité de production et gérer judicieusement les rapports entre l'équilibre financier, la stabilité monétaire et la croissance économique, tout en soutenant les industries manufacturières, en améliorant la technologie dans les industries traditionnelles et en développant l'infrastructure publique afin de prévenir la virtualisation de l'économie. Il importe que les pays se dotent de mécanismes à long terme capables de concilier la croissance économique, l'ajustement structurel dans l'industrie, la politique financière et le système de sécurité sociale; l'emploi des jeunes et des groupes vulnérables réclame une attention particulière.

82. La politique macroéconomique devrait également tendre à promouvoir un développement durable. L'économie verte représente un outil important pour le redressement économique mondial et un développement durable et devrait mettre l'accent sur la création d'emplois, une production durable et les profils de consommation; elle ne doit pas être le prétexte à l'érection de « barrières vertes ». Il importe que les politiques renforcent la coordination, la coopération et la complémentarité entre les États, afin que ceux-ci puissent répondre de façon concertée aux risques systémiques de l'économie mondiale, améliorer les mécanismes de gestion de l'économie mondiale et établir un système financier international équitable, inclusif et ordonné et un système d'échanges mondiaux ouvert, capable de créer un contexte propice au développement économique.

83. La Chine a adopté le principe d'une croissance inclusive fondée sur l'utilisation croissante de la technologie. Le gouvernement a mis en œuvre une politique financière active et une politique monétaire stable et s'est efforcé d'établir un juste équilibre entre le développement économique, l'ajustement de la structure économique et la lutte contre l'inflation. La promotion de l'emploi est reconnue comme un moyen stratégique d'accroître le bien-être de la population. Au cours du premier trimestre de 2012, le PIB de la Chine a progressé de 8,1 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Le gouvernement a combiné le progrès économique avec l'amélioration des conditions de vie de sa population et a créé des emplois pour 12,21 millions de citoyens. En même temps, en tant que pays en développement le plus vaste, la Chine se heurte encore à de graves problèmes d'inégalité, à un

manque de coordination et de durabilité, à de multiples obstacles au développement économique et à d'énormes difficultés de promotion de l'emploi. Sa population active atteindra bientôt le chiffre record d'un milliard, avec 25 millions de citoyens s'ajoutant chaque année à la main d'œuvre.

84. Pour parvenir à une croissance soutenue, inclusive et équitable, les pays doivent non seulement renforcer leur coopération mais aussi progresser régulièrement sur la voie du développement qu'ils se sont eux-mêmes fixée. La Chine est prête à travailler avec la communauté internationale à la réalisation des OMD et à l'élimination de la pauvreté.

85. **M. Núñez Mosquera** (Cuba) déclare que la gravité de la crise économique et financière mondiale, de la pénurie alimentaire et de la crise de l'énergie, aggravées par un ordre économique et politique international injuste, freine l'avènement du plein emploi et d'un travail décent et, par conséquent, la réalisation des OMD. Ce sont les pays en développement qui sont les plus touchés : un travailleur sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté et un milliard d'êtres au monde souffrent de sous-nutrition. La coopération internationale n'est pas près de l'objectif de 0,7 % du PIB pour l'APD et les paiements d'intérêts sur la dette extérieure prennent une part substantielle d'un revenu qui pourrait être consacré au développement.

86. Malgré l'intensification de l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, son gouvernement ne laisse aucun de ses citoyens sans protection. Les dépenses sociales continuent d'augmenter, conformément à une stratégie de développement exhaustive qui a harmonisé la croissance économique et les politiques sociales depuis le triomphe de la révolution cubaine. L'éducation est gratuite à tous les niveaux et obligatoire jusqu'à l'école secondaire, et des emplois sont offerts aux diplômés de l'université et des écoles techniques et aux travailleurs qualifiés. Il incombe à tous les États d'établir des seuils de protection sociale; à Cuba, la sécurité sociale est universelle, y compris pour les artistes et les travailleurs indépendants, et une aide sociale est dispensée à ceux qui ne peuvent travailler et n'ont personne pour les prendre en charge.

87. Le gouvernement est en train d'actualiser le modèle économique du pays et prévoit de développer

l'emploi dans le secteur privé comme autre mécanisme de création d'emplois et pour appliquer le principe de l'acceptabilité démontrée pour l'accès à l'emploi. La Constitution interdit toutes formes de discrimination et établit le droit au travail et à la protection sociale; les travailleurs et les syndicats participent à tous les niveaux de prise de décision sur les questions pertinentes et à la rédaction de la législation sur l'emploi et la sécurité sociale.

88. La coopération internationale est essentielle au progrès social, et Cuba dispense une aide désintéressée à d'autres pays en développement, notamment dans le domaine de la valorisation des ressources humaines. La croissance économique n'est pas la seule condition de l'élimination de la pauvreté; pour créer un contexte macroéconomique porteur, il faut résoudre le problème de la dette du Tiers Monde; les pays du Nord doivent tenir leurs engagements à l'égard de l'APD et les produits des pays en développement doivent se voir accorder le plein accès aux marchés.

89. **M. Seger** (Suisse) déclare que les gouvernements, en coopération avec le secteur privé et la société civile, se doivent de créer un contexte favorable à la création d'emplois en favorisant la productivité et le recrutement et en appuyant les initiatives de l'économie verte. Seuls des emplois productifs décents peuvent aider les travailleurs à atteindre leur plein potentiel. Son gouvernement est résolu à mettre en œuvre le Programme de l'OIT pour le travail décent et a appris que le respect des droits des travailleurs et des normes augmente la productivité des entreprises et de l'économie dans son ensemble.

90. Le système d'éducation et de formation professionnelle devrait permettre aux jeunes d'acquérir les qualifications que recherche le marché du travail, ainsi que celles qui leur permettront d'innover et de concevoir de nouvelles technologies. La Suisse a obtenu d'excellents résultats avec son double système de formation professionnel, qui combine la formation en cours d'emploi à l'éducation formelle, et s'efforce de promouvoir ce système à travers sa coopération internationale avec les pays en développement.

91. Par ailleurs, un système universel de protection sociale est essentiel. Son gouvernement se félicite de l'adoption récente par la Conférence internationale du travail d'une recommandation concernant les seuils nationaux de protection sociale, qui envisage des mesures visant à encourager la réintégration rapide des

chômeurs sur le marché du travail. Les États devraient adopter une approche coordonnée du problème en faisant d'un plein emploi productif et d'un travail décent la grande priorité de leur politique nationale. La concertation sociale tripartite est la clef de la stabilité sociale et économique, de la cohérence des politiques et de la conception de mesures de protection sociale et facilite l'acceptation des décisions politiques par le public.

92. Les États qui portent cette même question devant différentes instances internationale ne doivent pas recevoir des réponses différentes, voire contradictoires; c'est pourquoi il se félicite de la meilleure coopération actuelle entre la Banque mondiale et l'OIT. La Suisse et le Groupe inter-institutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives coopèrent dans un effort en vue d'aider certains des pays les moins avancés à accroître leurs capacités productives et à promouvoir leur intégration aux marchés mondiaux, et l'orateur encourage tous les membres du système multilatéral à poursuivre et à accentuer leurs efforts. Le Conseil pourrait jouer un important rôle de coordination en veillant à la diffusion des normes et règles de l'OIT au sein du système des Nations Unies. Il espère que la déclaration ministérielle qui sera adoptée à la fin de l'examen ministériel annuel tiendra compte de la nature multidimensionnelle du problème, afin que les États membre du système des Nations Unies puissent se concentrer sur la promotion des capacités productives, de l'emploi et d'un travail décent.

93. **M. Percaya** (Indonésie) souligne que si le travail décent est hautement considéré, il fait gravement défaut; plus de la moitié de la main d'œuvre mondiale est au chômage ou utilisée pour des travaux occasionnels ou informels. En même temps, l'impact négatif de la crise financière se poursuit, et l'attention du monde se concentre surtout sur les moyens de prévenir l'effondrement économique et les troubles sociaux.

94. Dans les pays en développement, les jeunes représentent la catégorie de la population à la croissance la plus rapide. Le chômage prolongé des jeunes fait peser une menace sur une croissance inclusive, durable et équitable; la perspective que les jeunes jouent un rôle significatif dans le développement doit être mise à profit. La croissance doit s'étendre à des secteurs qui pourraient engendrer la croissance de l'emploi et de l'investissement dans la

santé et l'éducation et dans des mesures qui favorisent le succès de la transition de l'école au travail.

95. L'accélération des progrès vers la réalisation des OMD est un autre souci pressant. L'Indonésie est fermement décidée à atteindre ses objectifs à cet égard et à aider d'autres pays en développement à atteindre les leurs, y compris par la coopération Sud-Sud avec les organes régionaux. Les États qui n'atteignent pas les objectifs d'ici à 2015 doivent renouveler leur engagement dans leur poursuite; en même temps, il leur faut se fixer de nouveaux objectifs et stratégies. Bien qu'il incombe à chaque pays de définir sa propre stratégie de développement, le moment est venu de considérer comment les stratégies de développement pourraient être mises en œuvre plus efficacement au moyen de véritables partenariats.

96. En des temps aussi difficiles, le Conseil devrait jouer un rôle synergique et montrer la voie dans la lutte contre les problèmes économiques et sociaux du monde. Il devrait donc participer au débat sur la définition d'un programme de développement pour l'après-2015, qui devra obéir à une approche globale et obéir au principe d'une croissance économique et d'un développement durable, inclusif et équitable.

97. **M. Kim Sook** (République de Corée) déclare que l'impact persistant de la crise économique fait peser le doute quant à l'avenir et ajoute à la difficulté des efforts en vue de relever les défis mondiaux que sont l'élimination de la pauvreté, le changement climatique et la sécurité alimentaire, qui rendent d'autant plus impérieuse la nécessité d'une coordination et d'une coopération au sein de la communauté mondiale. Rio+20 a été un succès; les participants ont réaffirmé leur engagement à promouvoir un développement durable et jeté de solides bases pour l'avenir. La Conférence a préparé le terrain pour la poursuite d'un développement durable, mais les décisions figurant dans son document final – attachement renouvelé à un développement durable, passage à une économie verte et renforcement de l'architecture de soutien aux actions internationales en faveur d'un développement durable – doivent être appliquées.

98. Alors que l'on approche de l'échéance de 2015, il importe que les progrès dans la poursuite des OMD soient accélérés grâce à des partenariats mondiaux pour l'élimination de la pauvreté, qui doit elle aussi être une priorité du prochain programme de développement. On a besoin de moyens plus efficaces de mobiliser et

d'utiliser les ressources limitées dont on dispose. Sa délégation juge essentiel d'élargir les partenariats mondiaux de développement et salue le lancement récent du Partenariat mondial de Busan pour une coopération efficace au service du développement.

99. Le chômage, en particulier celui des jeunes et des femmes, est l'un des problèmes mondiaux les plus urgents et risque de prolonger la récession mondiale en réduisant la demande mondiale et en faisant obstacle à un développement économique durable. Il doit être traité comme l'un des problèmes les plus graves dans le débat sur le programme de développement pour l'après-2015. Le processus Rio+20 avait souligné la nécessité d'intégrer au développement durable l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes, qui profiterait grandement à tous et marquerait un progrès pour la cause des droits de l'homme. Il espère que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) mettra en place un mécanisme de coordination afin de permettre aux Nations Unies d'agir d'une seule voix sur les questions de parité homes-femmes.

100. Enfin, pour faire suite à Rio+20, le Conseil devrait s'interroger sur les moyens de se renforcer et de se réformer. Il doit être plus inclusif et transparent et adopter une approche plus coordonnée et intégrée des trois piliers du développement durable.

101. **M. Kogda** (Burkina Faso) déclare que, au cours de la dernière décennie, le Burkina Faso a combattu la pauvreté par une croissance économique fondée sur une réforme du financement public, le développement de ses infrastructures, un meilleur accès aux services de base et le dialogue social. Tandis que la libéralisation de l'économie du pays augmentait l'investissement étranger direct, la vulnérabilité aux crises extérieures et à une pression démographique intense entravaient les efforts de développement du gouvernement. Une stratégie de croissance accélérée a été mise en place dans l'espoir d'une croissance économique forte et soutenue qui permettrait d'améliorer les conditions de vie de la population et de créer les conditions d'un développement durable, et des partenariats public-privé ont été établis pour mobiliser les ressources nécessaires pour financer la croissance dans l'agriculture, les mines, l'infrastructure et l'industrie. Un projet de la Banque mondiale visait à établir une agro-industrie viable pour créer de nombreux emplois; pour combattre la pauvreté, il fallait des emplois productifs décents, une protection

sociale, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Un Ministère de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi a été créé pour aider les jeunes à trouver des emplois par un appui aux petites et moyennes entreprises et la mise en place de systèmes d'appui, et une attention particulière est portée à l'habilitation des femmes et des jeunes.

102. **M. Hardeep Singh Puri** (Inde) estime que pour les économies en développement, il est essentiel de créer suffisamment d'emplois productifs et rémunérateurs pour absorber une main-d'œuvre croissante si l'on veut éliminer la pauvreté et promouvoir un développement durable. Le travail est le seul actif dont disposent les pauvres, et dans la plupart des pays en développement, il est sous-utilisé et insuffisamment payé. Du fait de la forte dépendance à l'égard de l'agriculture, de la croissance démographique rapide, du fort accroissement du chômage des jeunes et de l'impact du VIH/sida sur la main d'œuvre, le défi du plein emploi est plus difficile à relever. En outre, les obstacles au commerce ont un effet nuisible sur la croissance de l'emploi dans les pays en développement; l'impact négatif des subventions accordées à leur agriculture par les pays développés est un exemple bien documenté. Il est donc impératif que l'on parvienne à une prompt conclusion du Cycle de Doha.

103. Il faut un fort accroissement de l'investissement public dans l'infrastructure, la technologie, l'éducation et le développement des qualifications, combiné à des dépenses sociales pour renforcer la capacité de production et créer des emplois, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral. Le banque multilatérales de développement, notamment la Banque mondiale, doivent prêter pour des projets d'infrastructure dans les pays en développement.

104. Un plein emploi productif jouerait un rôle crucial dans une croissance soutenue et un développement durable, et la croissance économique est le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. Son gouvernement est intervenu directement pour créer des emplois dans le cadre du Programme national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural, qui fait de l'emploi un droit fondamental en garantissant à chaque ménage 100 jours par an d'emploi rémunéré et offre un filet de sécurité sociale, des infrastructures et l'accès aux soins de santé dans les zones rurales. Au moins un tiers des bénéficiaires sont des femmes, et ce programme couvre

actuellement un ménage du pays sur cinq. Le Programme de création d'emplois du Premier Ministre dispense une aide financière et une formation professionnelle à des entrepreneurs individuels et des groupes d'auto-assistance, y compris des femmes, et le Plan national d'assurance maladie assure la pleine couverture des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, y compris à 25 millions de travailleurs du secteur informel. Comme l'Inde a la population la plus jeune du monde, avec un âge médian de moins de 24 ans en 2000, elle s'efforce d'étendre ses programmes de perfectionnement professionnel pour les jeunes en collaboration avec le secteur privé, les créateurs de technologie et des organisations non gouvernementales (ONG). L'éducation primaire est gratuite et obligatoire, et des ressources additionnelles sont allouées au secteur de l'éducation.

105. **M. Maza Martelli** (El Salvador) déclare que son gouvernement juge crucial de modifier sa stratégie de développement et de s'employer à promouvoir la capacité de production, y compris en investissant dans l'infrastructure, la technologie et les ressources humaines; à créer des emplois décents respectueux de la perspective hommes-femmes; à offrir des possibilités aux jeunes et à réduire la pauvreté. Le renforcement du système financier international est indispensable pour soutenir la capacité de production; il faut également réduire l'instabilité et la spéculation, ce qui exige des mécanismes de surveillance plus efficaces.

106. La politique industrielle d'El Salvador tend à promouvoir l'innovation, la technologie, la productivité et l'application de normes modernes. Une banque nationale de développement a été créée pour apporter un appui financier à des projets riches en innovation et esprit d'entreprise. Après une évaluation des priorités nationales, un plan quinquennal de développement a été conçu pour assurer la cohérence et la coordination des actions du gouvernement et faciliter la mise en œuvre d'un processus de développement général, inclusif, équitable et durable et le renforcement d'un régime politique plus démocratique.

107. Sa délégation partage les craintes d'autres pays en développement à l'égard du déclin des flux d'aide au développement et s'associe à l'appel aux pays donateurs pour qu'ils se conforment aux accords internationaux pertinents. La crise économique et financière a rendu les donateurs réticents à accroître l'APD aux pays à revenu intermédiaire, dont beaucoup

sont des pays d'Amérique latine. Le système des Nations Unies devrait être renforcé pour poursuivre le programme de coopération avec ces pays afin de réduire la pauvreté et de favoriser l'inclusion sociale et le développement; il devrait aussi affecter des ressources supplémentaires à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, tout en respectant la souveraineté nationale, et appuyer les programmes de transfert de technologie et de renforcement des capacités. Les Nations Unies, en tant que première instance de gouvernance mondiale, devrait mettre en place des mécanismes appropriés pour traiter de la mise en œuvre de la Déclaration de Busan. L'orateur espère que l'examen quadriennal de 2012 des activités opérationnelles offrira l'occasion de poursuivre la réforme du système des Nations Unies dans le cadre de l'Initiative Unité d'action.

108. **M. Shalgham** (Libye) souligne que l'Objectif n° 1 des OMD – l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim – reste difficile à atteindre et nécessitera un partenariat mondial renforcé entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Dans son pays, l'activité économique est au point mort depuis la révolution du 17 février 2012, laissant le peuple libyen plus tributaire que jamais de l'aide du gouvernement. Le Conseil national de transition a été contraint de relever les salaires pour suivre l'évolution des prix, et il envisage de presque doubler la production de pétrole, principale source de revenus du pays. Le nouveau gouvernement aura besoin d'aide pour fournir les services essentiels pour réduire la pauvreté, y compris, à court terme, l'eau et l'électricité et, à plus long terme, les écoles, les universités, les usines, les marchés, les hôpitaux et les logements. L'eau, en particulier, est indispensable à l'expansion du secteur agricole, qui est lui-même important pour réduire la pauvreté dans les zones rurales. Son pays a également besoin de tirer profit de sa situation géographique pour accroître son commerce et développer ses industries manufacturières, son tourisme et ses services, en vue de mieux s'intégrer à l'économie mondiale. L'éducation est la clef du développement, surtout pour les jeunes gens et jeunes filles qui ont été le fer de lance de la révolution et qui représentent l'avenir du pays.

109. **M. Oguntuyi** (Nigéria) estime que le plein emploi et un emploi décent sont essentiels à la réalisation des OMD. L'éducation, le perfectionnement et une plus grande productivité sont nécessaires pour

créer des possibilités d'emploi et stimuler la croissance. Or, dans les pays en développement, le manque de ressources et d'infrastructures sont de graves obstacles. L'Afrique a le niveau le plus élevé de chômage de toutes les régions et continue de se heurter à des difficultés considérables, dues en grande partie à sa vulnérabilité économique et aux limites de sa capacité de production et de sa gouvernance. Les petites et moyennes entreprises pourraient jouer un rôle clé dans le développement de la capacité de production, la croissance et la création d'emplois sur le continent; l'orateur exhorte la communauté internationale à appuyer le renforcement des capacités, à faciliter l'accès à un crédit abordable et à créer un contexte plus propice au développement économique national.

110. Dans ses efforts en vue d'éliminer la pauvreté, son gouvernement a établi un cadre stratégique pour le développement rapide d'infrastructures matérielles et sociales et de ressources humaines. Les principaux objectifs visés sont notamment la mise en œuvre d'une transformation structurelle de l'état d'économie fondée sur un seul produit à celui d'économie diversifiée afin d'accroître le revenu par habitant, de créer un contexte favorable au développement et de promouvoir la distribution de la richesse. Le PIB du Nigéria augmente régulièrement, et le gouvernement continue de promouvoir les partenariats public-privé face au rôle important du secteur privé pour le développement économique du pays et la création d'emplois.

111. La notion d'avenir inclusif s'applique à toutes les catégories de population. En particulier, il importe d'habiliter les femmes et les filles par l'éducation et l'emploi, de les intégrer au secteur productif et de supprimer tous les obstacles à leur participation à la prise de décisions et à la gouvernance.

112. **M. Motanyane** (Lesotho) souligne que la reprise économique mondiale reste fragile; les taux élevés de chômage et de sous-emploi ont produit une forte hausse de la traite de personnes, du travail des enfants et d'autres fléaux économiques et sociaux, aggravés par l'insécurité alimentaire, l'instabilité des prix et les effets des changements climatiques. Face à ces problèmes, les pays en développement, notamment pour les pays les moins avancés et les pays africains, ont plus de difficulté à atteindre les OMD, et ont besoin de plus de collaboration et de coordination pour l'utilisation des ressources limitées dont ils disposent. Un cadre de développement tourné vers l'action pour

l'après-2015 est réclamé d'urgence; les efforts consacrés à édifier un monde prospère et résistant n'aboutiront pas sans une évolution vers un avenir inclusif durable capable de faire progresser le développement humain. Les clichés sur les hommes et les femmes dominant le marché du travail, et les femmes et les filles sont reléguées dans des cadres de travail peu sûrs qui les laissent à la merci des abus et de l'exploitation tandis que les hommes se voient offrir la possibilité d'occuper des emplois sûrs et plus rémunérateurs. Cette écart de rémunération se creuse entre les sexes et sape les efforts internationaux de promotion de l'égalité des sexes. Il faut des mesures d'habilitation des femmes et des jeunes et des investissements dans des programmes de développement inclusifs pour instaurer l'égalité sur le marché du travail, l'égalité d'accès à des programmes de protection sociale adaptés aux besoins et aux capacités de chaque pays, et une gouvernance démocratique inclusive s'appuyant sur des institutions responsables qui encouragent l'égalité, l'état de droit et les droits humains.

113. Au Lesotho, le taux de chômage, qui est actuellement de 22 %, est en hausse dans tous les secteurs de la population. L'agriculture de subsistance emploie 41 % de la population active, dont le reste est partagé entre le secteur public, les travailleurs migrants et les ménages. Le gouvernement fait des progrès vers l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois avec des mesures telles que la mise en place de services conseils aux entreprises, le microfinancement pour les petites et moyennes entreprises, l'appui aux petits exploitants et l'intégration de l'emploi des jeunes dans la politique macroéconomique, mais il est tributaire de l'aide extérieure pour la mise en œuvre de son programme de développement. C'est pourquoi l'orateur demande une meilleure coordination de l'aide au développement et un accroissement de l'aide technique et financière.

114. **M^{me} Dzhanava** (Observatrice pour le Forum des ONG de femmes du Kirghizstan) déclare qu'un développement inclusif durable passe par la pleine exécution des engagements envers les droits économiques et humains des femmes. L'expérience du Kirghizstan a montré que les femmes contribuaient à la création d'emplois. Pendant la période de crise post-socialiste, ce sont elles qui ont fait du pays un pôle du commerce de la sous-région de l'Asie centrale, créant des milliers d'emplois pour les éléments marginalisés

et arrachant de nombreuses familles à l'extrême pauvreté. Néanmoins, les femmes sont particulièrement vulnérables face au modèle exclusif de croissance actuellement appliqué dans la région, et les femmes sans ressources financières sont les principales victimes de la pauvreté et des violations de leurs droits fondamentaux. Tout travail décent pour les femmes nécessite un appui particulier, y compris des crèches, les prestations sociales et des possibilités d'éducation.

115. Le renforcement du rôle des femmes dans le développement exige que leur soit assuré un emploi décent avec pleine protection de leurs droits, qu'elles soient reconnues et soutenues en tant que génératrices de croissance de l'emploi et qu'elles participent à la prise de décisions économiques et financières sur un pied d'égalité avec les hommes.

116. **M. Ryan** (Observateur pour l'AARP) souligne que la récession économique actuelle a poussé de nombreux travailleurs âgés hors de la population active et réduit leurs prestations de retraite; aux États-Unis d'Amérique, le nombre de personnes employées âgées de 55 ans ou plus avait augmenté de 331 % entre 2000 et 2009, et les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indiquent que dans cinq ans, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité à travers le monde, les adultes âgés de 65 ans et plus seront plus nombreux que les enfants de moins de 5 ans. Les personnes âgées doivent donc être incluses dans le débat sur le rapport entre l'emploi et l'élimination de la pauvreté. Dans le monde entier, l'espérance de vie augmente régulièrement, et d'ici à 2050, il y aura 400 millions de personnes âgées de 80 ans ou plus, dont 100 millions en Chine seulement. Nombre de pays à revenu élevé comptent déjà une population rapidement vieillissante, et les pays à revenu faible et intermédiaire connaîtront bientôt des tendances aussi impressionnantes.

117. Bien que les gouvernements disposent de nombreuses solutions abordables qu'ils pourraient mettre en place pour aider leurs citoyens âgés, dans les pays en développement, l'absence d'un revenu assuré est l'un des plus graves problèmes auxquels se heurte cette catégorie de population; le soutien familial aux personnes âgées est mis à rude épreuve; moins d'une personne de plus de 60 ans sur cinq perçoit une pension; les personnes âgées font l'objet de discrimination au sein de la population active, et les travailleurs âgés ne sont pas recrutés et sont souvent les premiers à être licenciés. Aux États-Unis, on

prévoit qu'au cours de la prochaine décennie, près de la moitié de tous les travailleurs supplémentaires appartiendront à la catégorie des personnes âgées de 55 ans et plus et que les jeunes ne représenteront qu'un travailleur sur cinq. Il convient d'examiner certains modèles d'emploi novateurs, tels que les horaires souples, le temps libre accordé pour prendre soin de la famille et le recyclage afin de satisfaire une population active appartenant à plusieurs générations et de tirer parti de l'expérience et des connaissances des travailleurs âgés.

118. Sur le marché mondial concurrentiel d'aujourd'hui, la réussite des employeurs dépendra de leur aptitude à attirer et à retenir une main d'œuvre plus chevronnée et plus expérimentée. Ils pourraient notamment autoriser les travailleurs à se faire payer le temps consacré à des congés sabbatiques ou à s'occuper de leur famille; dispenser une aide aux personnes âgées; offrir des possibilités de logement aux retraités; offrir une formation particulière pour améliorer la confiance et l'aptitude à l'emploi des travailleurs âgés; et offrir un retour à un programme de soins pour le personnel infirmier qui désirerait réintégrer la population active. À ce propos, l'orateur approuve le document analytique final sur les normes en matière de législation internationale des droits de l'homme à l'égard des personnes âgées préparé par le Haut Commissariat aux droits de l'homme en prévision de la troisième session du Groupe de travail sur le vieillissement afin de renforcer la protection des droits fondamentaux des personnes âgées, qui peut être consulté en ligne sur <http://social.un.org/ageing-working-group/documents/OHCHRAnalyticalOutcomePaperonOldPersonsAugust2012.doc>. L'orateur exhorte les États à appuyer, lors de cette session, la négociation d'une convention sur les droits des personnes âgées.

119. **M^{me} Stefancyk** (Observatrice pour la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement) déclare que l'aggravation de la crise de l'emploi des jeunes nécessite des mesures ciblées visant à accroître l'offre de formation professionnelle et technique. Depuis 2000, son organisation collabore avec les secteurs public et privé, la société civile et les universités en République dominicaine afin d'offrir une formation, des stages, des cours et des programmes de licence dans 14 disciplines jugées critiques pour le développement, y compris notamment l'administration publique, la gestion de l'environnement, la sécurité et la gestion des crises et des situations d'urgence. L'offre

de stages sur les stratégies d'emploi et d'élimination de la pauvreté par le gouvernement dominicain et l'OIT et le programme d'emploi du gouvernement pour les jeunes ayant un faible niveau d'instruction et les mères célibataires, financé par les banques multilatérales sont des exemples de bonnes pratiques à cet égard.

120. **M^{me} Zindani** (Observatrice pour l'IFENDU for Women's Development) déclare que son organisation, qui a son siège au Nigéria, s'efforce de combattre les causes de l'inégalité entre hommes et femmes. Malgré quelques progrès au niveau de l'accès à l'éducation, des problèmes demeurent, y compris la pauvreté endémique et la faim, l'inégalité persistante entre hommes et femmes, la santé et la dégradation de l'environnement. Toutes les parties prenantes devraient tirer parti des nouvelles technologies pour faciliter la communication. L'accès à l'information sur les propositions de loi concernant les OMD est essentiel; il importe que les nombreux réseaux d'organisations aux buts différents convergent et procèdent à des échanges d'idées afin de concevoir de nouveaux projets visant la réalisation des objectifs d'ici à 2015 et au-delà.

121. Pour les aider à progresser, il faut persuader les gouvernements, au moyen d'incitations, de plaidoyers et de recherches avérées que les politiques macroéconomiques telles que le développement du capital humain, l'élargissement de l'accès à des meilleures technologies, la création d'emplois et un meilleur accès à la terre, en particulier pour les laissés pour compte – parmi lesquels figurent les femmes dans nombre de sociétés – sont en fin de compte dans l'intérêt de l'État.

122. **M. Brennan** (Observateur pour les Missions salésiennes) souligne que le taux de chômage des jeunes est près de trois fois celui des adultes depuis quelques années, ce qui fait peser le risque d'une génération perdue et une menace pour la cohésion sociale. L'an dernier, des mouvements politiques et sociaux animés par les jeunes ont vu le jour dans le monde entier autour des thèmes unificateurs de l'emploi, de la liberté et de la justice sociale. Il est de plus en plus difficile de trouver un travail décent dans le secteur structuré; nombre de jeunes sont contraints d'accepter des emplois en dessous de leur niveau d'instruction et de formation, et le principe de l'égalité des chances entre les générations semble en passe de disparaître. Une telle dégradation des perspectives économiques et d'emploi des jeunes pourrait engendrer la stagnation économique, voire le recul.

123. Les Salésiens ont toujours eu pour priorité de préparer les jeunes au travail. Leur expérience a montré que les interventions les plus efficaces se produisent lorsque des partenariats sont constitués avec toutes les parties prenantes au sein de la communauté. Les jeunes ont besoin d'acquérir les qualifications que réclament l'économie verte, et des emplois, y compris des emplois verts, doivent leur garantir un salaire viable, des soins de santé et des conditions de travail équitables et décentes. Il faut que s'accroisse la collaboration entre les gouvernements, les employeurs, les syndicats et les établissements d'enseignement technique pour faire en sorte que la formation soit adaptée aux besoins du marché du travail; les jeunes ont besoin de formation en gestion d'entreprise ainsi qu'en aptitudes techniques afin de pouvoir créer leurs propres entreprises.

124. **M^{me} Rodrigo** (Observatrice pour la Society of Catholic Medical Missionaries) déclare que l'instabilité croissante à travers le monde indique clairement l'écart croissant entre riches et pauvres; il est urgent de restructurer le système social et économique actuel empreint d'injustice. Les populations perdent confiance dans leurs gouvernements et s'efforcent de trouver d'eux-mêmes les solutions à leurs problèmes.

125. La croissance démographique doit s'accompagner d'une croissance économique qui apporte le bien-être à la population. La mondialisation d'inspiration financière est un échec; il importe que la communauté internationale s'achemine vers une mondialisation fondée sur le développement et assortie d'une gouvernance économique équitable. L'objectif doit être d'édifier des communautés viables où l'être humain ait le droit de mener une vie décente. Le développement des coopératives et des petites et moyennes entreprises est le meilleur moyen d'accroître l'emploi et de réaliser les OMD. Il faut tirer profit du potentiel de la jeunesse afin de recueillir des idées nouvelles sur une croissance économique durable; les partenariats public-privé devraient être renforcés et il faut encourager le secteur privé à contribuer au développement social et à la création d'emplois verts. La tendance la plus dangereuse de ces dernières années a été l'influence grandissante de marchés financiers soucieux de subordonner la politique et les ressources publiques à leurs propres besoins et intérêts. Une croissance inclusive et durable ne peut se concrétiser que si l'on cherche à promouvoir les droits de l'homme au moyen d'un cadre réglementaire fondé sur la justice sociale.

Enfin, une fraction des dépenses militaires devrait être réorientée vers le socle mondial de protection sociale. La lutte contre l'extrême pauvreté n'est pas seulement une question urgente : c'est aussi une honte.

La séance est levée à 19 h 20.